

ANNEXES RGPD

ACCORD CADRE N°26-18-DSSE-TMA-SIHAM Relatif à la tierce maintenance applicative et évolutive de la solution de gestion des ressources humaines Siham (HR Access FPE) des établissements d'enseignement supérieur et de recherche

Annexe 1

Annexe Générale au CCAP encadrant le traitement des données à caractère personnel



TABLE DES MATIERES

1	OBJET	3
2	DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE	4
3	OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT	4
3.1	Respect des instructions et finalités - Confidentialité :	4
3.2	Sous-traitance des activités de traitement	5
3.3	Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement	6
3.4	Exercice des droits des personnes	6
3.5	Notification des violations de données à caractère personnel	7
3.6	Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le Responsable de traitement de ses obligations	7
3.7	Mesures de sécurité	7
3.8	Sort des données	7
3.9	Délégué à la protection des données	8
3.10	Registre des catégories d'activités de traitement	8
3.11	Documentation	8
4	OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-À-VIS DU TITULAIRE	8
	LISTE DES ANNEXES	10



1 OBJET

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte de l'Amue les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Par application du règlement susvisé et notamment de l'article 4 « définitions », les termes suivants sont ainsi délimités :

- RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Au sens du règlement susvisé, le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le Responsable de traitement est :

- L'AMUE dans le cas d'un bon de commande ou d'un marché subséquent passé pour ses besoins propres
- L'adhérent de l'AMUE dans le cas d'un marché subséquent passé par l'adhérent pour ses besoins propres
- L'adhérent de l'AMUE dans le cas d'un bon de commande ou d'un marché subséquent passé par l'AMUE en application d'une convention de déploiement et/ou d'exploitation entre l'AMUE et l'adhérent, au bénéfice de ce dernier.

- SOUS-TRAITANT

Au sens du règlement susvisé, le sous-traitant est la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou l'organisme « *qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ».

Dans le présent accord-cadre, le sous-traitant, est le titulaire du marché.

En cas de sous-traitance au sens du droit de la commande publique (loi n°751334 du 31 décembre 1975) le sous-traitant du titulaire du marché se conforme à l'article 28-2 du RGPD lorsqu'il est chargé de traitement de données à caractère personnel.

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du Responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues et s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016



applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD »).

2 DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement, et pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations suivantes, et conformément aux instructions documentées fournies en annexe 1.1 RGPD :

- LANCEMENT ET MONTEE EN COMPETENCES
- MAINTENANCE EVOLUTIVE
- DEPLOIEMENT
- MAINTENANCE APPLICATIVE ET SUPPORT
- TRANSFERT DE COMPETENCES ET REVERSIBILITE
- EXPLOITATION

Ces prestations font l'objet de « fiche de registre » reportées à l'annexe 3 du présent Avenant, annexe décrivant les données à caractère personnel que le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte de l'Amue ainsi que les données dites relationnelles indispensables à l'organisation des activités entre les deux Parties et collectées par celles-ci à des fins de communication entre les équipes.

(Cette fiche de registre permet d'identifier :

- La nature des opérations réalisées sur les données
- La ou les finalité(s) du traitement
- Les données à caractère personnel traitées
- Les catégories de personnes concernées)

3 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

3.1 Respect des instructions et finalités - Confidentialité :

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance conformément au présent document et à ses annexes.
2. traiter les données conformément **aux instructions documentées** du Responsable de traitement figurant en annexe du présent document (Annexe 1.1 « Instructions documentées »). Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une



violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, **il en informe** immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique **avant** le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. garantir **la confidentialité des données** à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
 - Le Sous-traitant, s'engage à ne traiter les données à caractère personnel des agents de l'Amue et des bénéficiaires de l'accord-cadre que dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la réalisation des Prestations décrites à l'accord-cadre, et s'engage à ce titre à respecter les dispositions légales applicables en la matière, et notamment mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

3.2 Sous-traitance des activités de traitement

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, **il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé** concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement :

- les activités de traitement sous-traitées ;
- l'identité et les coordonnées du sous-traitant ;
- les dates de début et de fin de la sous-traitance ;



- le cas échéant, les garanties apportées par le sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être retenu qu'en l'absence d'objection du responsable de traitement dans le délai prévu au marché et, le cas échéant, après accomplissement des formalités d'acceptation prévues par le Code de la commande publique.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jour à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

3.3 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

L'Amue collecte et transmet au Titulaire les données strictement nécessaires à la réalisation des traitements et en informe les personnes concernées. Le Titulaire, doit fournir à l'Amue, pour communication aux personnes concernées, une fiche descriptive relative aux traitements de données qu'il réalise pour le compte de l'Amue dans le cadre du présent marché comportant au moins les éléments suivants :

1. les finalités du traitement, l'objectif en vue duquel ont été collectées les données ;
2. les catégories de données personnelles ;
3. les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les sous-traitants auxquels recourt le Titulaire le cas échéant ;
4. la déclaration d'absence de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ;
5. les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données, c'est-à-dire la durée de conservation, ou à défaut les critères permettant de la déterminer ;
6. une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le Titulaire.

3.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le Responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@amue.fr.



3.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'Amue toute brèche de sécurité dans un délai maximum de 48 heures après en avoir eu connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpo@amue.fr, en mettant en copie DAG.SAJ@amue.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'AMUE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises par le Sous-traitant pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le Responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire aide l'AMUE pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, et plus généralement pour toutes opérations rendues nécessaires par la réglementation applicable.

3.7 Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données. Les mesures de sécurité ainsi que la procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité sont détaillées dans l'offre du titulaire

3.8 Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'Amue sauf instruction différente reçue de l'Amue. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.



3.9 Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données désigné par le sous-traitant conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données est désigné dans l'offre du titulaire.

3.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre, sur la base du modèle **Annexe RGPD - Modele_Registre_traitements.xlsx fourni en annexe 1.3**, répertoriant toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

3.11 Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du Responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre le cas échéant la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable de traitement ou un autre auditeur que cette dernière a mandaté, et contribuer à ces audits.

4 OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-À-VIS DU TITULAIRE

Le responsable de traitement s'engage à :



- fournir au sous-traitant les données visées à l'article 2 du présent Document ;
- documenter par écrit toute instruction, autre que celles inscrites dans la présente annexe; concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement général sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser au besoin des audits et des inspections auprès du sous-traitant.



LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1.1 : INSTRUCTIONS DOCUMENTEES

ANNEXE 1.2 : PRIVACY BY DESIGN

ANNEXE 1.3 : FICHE DE REGISTRE

ANNEXE 1.4 : MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES